

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 27 janvier 2016

Direction de l'instruction publique

36 2015.RRGR.581 Motion 167-2015 Lüthi (Berthoud, PS) Harmonisation des bourses et de l'aide sociale pour favoriser l'égalité des chances Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 167-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 03.06.2015
Déposée par: Lüthi (Berthoud, PS) (porte-parole)
Linder (Berne, Les Verts)
Cosignataires: 40
N° d'ACE: 1411/2015 du 25 novembre 2015
Direction: INS

Harmonisation des bourses et de l'aide sociale pour favoriser l'égalité des chances

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier le fonctionnement des bourses de sorte que les jeunes et les jeunes adultes en formation n'aient pas besoin de recourir à l'aide sociale.

Développement :

Dans le canton de Berne, le taux d'aide sociale s'élève à 4,2 pour cent (Office fédéral de la statistique, 2013). Ce taux élevé s'explique notamment par des prestations insuffisantes en amont. Par rapport aux autres cantons, le canton de Berne n'accorde par exemple que peu de bourses, ce qui contraint les jeunes et les jeunes adultes en formation à recourir à l'aide sociale en complément. 27 pour cent des jeunes adultes en formation dépendent de l'aide sociale malgré le système de bourses existant, et 42 pour cent des actifs et actives bénéficiaires de l'aide sociale sont en apprentissage (2013).

L'égalité des chances ne peut exister si les personnes d'origine modeste n'ont pas accès à la formation. Même les personnes issues d'une famille pauvre doivent pouvoir se former. C'est pourquoi les bourses doivent couvrir le coût de la vie, c'est-à-dire le minimum vital social.

En 2013, le Grand Conseil a pris connaissance du rapport social 2012. A l'époque, il a accordé la priorité à sept mesures de lutte contre la pauvreté sur 22, notamment à l'harmonisation du système des bourses et de l'aide sociale.

Toujours en 2013, le Grand Conseil a adopté à une nette majorité un postulat intitulé « Bourses plutôt qu'aide sociale : harmonisation du régime d'octroi des bourses d'études et de l'aide sociale ».

L'amélioration de l'accès aux bourses fait également partie des objectifs de la Stratégie cantonale de la formation.

Les déclarations d'intentions politiques et les décisions de principe sont là, c'est la mise en œuvre qui est bloquée.

Les tarifs des forfaits pour l'entretien ont certes été revus à la hausse, mais il faudra mettre en place d'autres mesures lors de la révision de l'ordonnance sur l'octroi de subsides de formation afin d'éliminer les différences dans le calcul du droit aux bourses et à l'aide sociale.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose dans ce cas d'une latitude relativement importante en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités de réalisation du mandat. En outre, c'est à lui qu'appartient la décision en dernier ressort.

L'octroi de subsides de formation n'est pas a priori une prestation sociale fondée sur le besoin, mais plutôt un instrument de politique de la formation destiné à améliorer l'égalité des chances, à réduire les inégalités sociales dans le domaine de la formation, à promouvoir la relève et à utiliser au mieux le potentiel de formation de notre société. Le Conseil-exécutif partage ainsi l'opinion de la motionnaire et confirme que l'accès à la formation doit être indépendant de la situation économique afin de garantir l'égalité des chances.

La motionnaire demande au Conseil-exécutif de modifier le fonctionnement des bourses de sorte que les jeunes et les jeunes adultes en formation n'aient pas besoin de recourir à l'aide sociale. Cette demande rejoint les requêtes qui ont été formulées dans le postulat « Bourses plutôt qu'aide sociale : harmonisation du régime d'octroi des bourses d'études et de l'aide sociale », adopté le 30 janvier 2013 (100 « oui », 40 « non » et 3 abstentions). De plus, la motionnaire constate la nécessité de mettre en place d'autres mesures lors de la révision de l'ordonnance sur l'octroi de subsides de formation afin d'éliminer les différences dans le calcul du droit aux bourses et à l'aide sociale.

En adoptant le postulat « Bourses plutôt qu'aide sociale : harmonisation du régime d'octroi des bourses d'études et de l'aide sociale », le Conseil-exécutif s'est déclaré prêt à prendre d'autres mesures d'harmonisation. Dans le rapport social 2012 intitulé « La lutte contre la pauvreté dans le canton de Berne » de novembre 2012, l'harmonisation du régime d'octroi des bourses d'études et de l'aide sociale a en outre été inscrite parmi les mesures de lutte contre la pauvreté. Dans ce cadre, trois améliorations possibles ont été définies :

1. Les taux applicables aux dépenses d'entretien doivent être rehaussés.
2. Dans certains cas exceptionnels (p. ex. chômage ou maladie), il convient de prendre en compte le revenu effectif des parents et non le revenu de l'année précédente.
3. La limite des subsides pour l'année scolaire de préparation professionnelle et le préapprentissage doit être supprimée.

Le Conseil-exécutif a commencé par modifier l'ordonnance du 5 avril 2006 sur l'octroi de subsides de formation (OSF ; RSB 438.312) au 1^{er} août 2012 et a adapté au renchérissement les taux applicables aux frais d'entretien (forfait pour l'entretien, frais de logement et frais médicaux de base). Les coûts normatifs appliqués depuis lors correspondent au minimum vital social invoqué par la motionnaire.

Les deux autres mesures d'amélioration s'inscrivent dans le cadre d'une révision de l'OSF, déjà programmée. Elles devraient entrer en vigueur le 1^{er} août 2017, en même temps que les précisions et compléments rendus nécessaires par l'adhésion au concordat intercantonal sur les bourses d'études. Un processus plus rapide est impossible en raison des modifications qui doivent être apportées à ce concordat. Il faut en effet suivre les recommandations intercantionales mais celles-ci ne sont pas encore disponibles. De même, on ne connaît pas encore précisément les répercussions financières des mesures d'amélioration prévues.

D'après les premières estimations, on peut partir du principe à l'heure actuelle que les mesures concerneront une part considérable des adolescents, adolescentes et jeunes adultes en formation aujourd'hui contraints, selon la motionnaire, de recourir à l'aide sociale en complément des bourses d'études et que ces personnes pourront alors se passer entièrement de l'aide sociale. La donnée selon laquelle « 27 pour cent des jeunes adultes en formation dépendent de l'aide sociale malgré le système de bourses existant » est extraite du rapport social 2012. La Direction de l'instruction publique (INS) et la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) vont se baser, dans leurs prochains travaux collaboratifs, sur des chiffres plus actuels et elles vont surtout s'appuyer davantage sur les informations de fond qui justifient ces chiffres. Par exemple, aucun élément ne prouve que ces 27 pour cent de jeunes adultes en formation ont tous effectivement déposé une demande de bourse et fait valoir leur droit à des subsides de formation. Il faut plutôt considérer que trop peu d'entre eux font cette démarche.

Le fait que « 42 pour cent des actifs et actives bénéficiaires de l'aide sociale sont en apprentissage » est une information tirée du bulletin santé-social de la SAP de mars 2015 consacré aux travailleurs pauvres et concerne l'année 2013. Il est utile d'apporter la précision suivante afin de mieux comprendre cette donnée : dans ce bulletin, les apprentis et apprenties

sont considérés comme des adultes travaillant à temps complet. En 2013, ils représentaient 42 pour cent des travailleurs bénéficiaires de l'aide sociale (1043 personnes). Or, selon les « Statistiques de la formation du canton de Berne : données de base 2013 », 31 596 personnes ont suivi une formation professionnelle initiale (écoles de commerce non comprises) dans le canton de Berne au cours de l'année 2013-2014. Ces chiffres révèlent donc que trois pour cent environ des apprentis et apprenties ont bénéficié de l'aide sociale.

L'INS et la SAP vont étudier ces aspects de manière approfondie et en étroite collaboration. Les apprentis et apprenties issus de familles menacées de pauvreté doivent être systématiquement encouragés à déposer une demande de subside de formation et soutenus dans cette démarche. Les éléments expliquant un rejet des demandes de subsides de formation ou un besoin de recourir à l'aide sociale à titre complémentaire devront être relevés et analysés.

Il existe des différences connues entre le système des bourses et celui de l'aide sociale. La législation du régime d'octroi des bourses se base sur un calcul normé du déficit, c'est-à-dire de la différence entre les frais de formation et d'entretien reconnus d'une part et les moyens déterminants de la personne d'autre part (cf. art. 15 et 16 de la loi du 18 novembre 2004 sur l'octroi de subsides de formation [LSF ; RSB 438.31]). L'objectif est de mener la procédure administrative et de traiter convenablement et le plus rapidement possible les demandes déposées en masse. En matière d'aide sociale, en revanche, le principe de base est l'individualisation (cf. art. 25 de la loi du 11 juin 2001 sur l'aide sociale [LASoc ; RSB 860.1]). Les services sociaux disposent d'une liberté d'appréciation considérable quant à la nature et à l'étendue de l'aide octroyée. Cette dernière doit être adaptée aux circonstances accompagnant chaque cas. Par conséquent, il arrive dans des cas isolés que le recours à l'aide sociale soit pertinent en complément d'une bourse d'études.

L'objectif principal d'une collaboration étroite entre l'INS et la SAP est l'efficacité dans le domaine des prestations sociales, obtenue en optimisant les interactions entre les deux systèmes de soutien financier. Ces derniers doivent être mieux coordonnés. Aucun vide juridique ne doit exister entre la législation sur les subsides de formation et celle relative à l'aide sociale et les jeunes adultes en formation doivent avoir le moins besoin possible de recourir à l'aide sociale.

Conclusion

Les desiderata de la motionnaire sont conformes aux intentions du Conseil-exécutif. La mise en œuvre des mesures jugées prioritaires dans le rapport social 2012 est déjà entamée et peut être poursuivie par le Conseil-exécutif par voie d'ordonnance. Le Conseil-exécutif adopte la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

Le président. Wir kommen zum Geschäft 36, Motion Lüthi. (*Brève interruption.*) – Frau Linder hat mich gerade daran erinnert, dass sie noch einen Ordnungsantrag zu Traktandum 36 gestellt hat. Ich wollte diesen eigentlich zu Beginn der Geschäfte der ERZ behandeln. Frau Grossrätin Linder beantragt beim Traktandum 36 eine freie Debatte. Der Regierungsrat ist bereit, das Geschäft anzunehmen. Das Geschäft ist aber im Rat bestritten. Ist das richtig? – Das ist der Fall. Wir haben eine reduzierte Debatte vorgesehen, weil es eine Richtlinienmotion ist: «Chancengleichheit durch Harmonisierung von Stipendien und Sozialhilfe». Jetzt besteht hier der Ordnungsantrag auf eine freie Debatte. Möchte sich zu diesem Ordnungsantrag jemand äussern? – Das ist der Fall.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Das ist nun etwa das vierte oder fünfte Mal, dass wir darüber entscheiden, ob eine Richtlinienmotion im ordentlichen Verfahren – also in der freien Debatte – beraten werden soll oder nicht. Wir haben das Grossratsgesetz und die Debattierform dahingehend geändert, dass wir Richtlinienmotionen in einer reduzierten Debatte behandeln. Ich möchte Sie bitten, sich daran zu halten, die reduzierte Debatte zu beschliessen und damit den

Ordnungsantrag abzulehnen. Sonst ergibt die ganze Grossratsgesetzrevision, die wir gemacht haben, keinen Sinn, wenn wir hier genau gleich weiterfahren, wie vor der Revision. Wir erreichen sonst keine Effizienzsteigerung. Ich bitte Sie, den Ordnungsantrag abzulehnen.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Peter, im Prinzip bin ich mit dir einverstanden. Ich stelle einfach fest, dass wir zum vierten Mal über so einen Antrag befinden. Bei einem Antrag in dieser Session wurde die Debatte gewährt. Es hängt gerade so ein bisschen von den Mehrheiten ab, ob man eine Diskussion zulässt oder nicht, wobei die freie Debatte nicht gewährt wurde, wenn der Antrag von links-grüner Seite kam. Das kann es nicht sein.

Ich finde es richtig, dass man diese Frage im Grundsatz entscheidet. Vielleicht sollten wir einmal im Büro darüber diskutieren. Ich fordere Sie aber wirklich auf, auch im Sinn der Gleichheit, hier diese Debatte zu gewähren. Wir sind ein Parlament, und wenn man über ein Thema reden will, soll diese Möglichkeit bestehen. Ich bin überzeugt, dass wir nicht stundenlang über diese Motion sprechen werden. Stimmen Sie dem Antrag zu, und wir können uns später im Büro des Grossen Rats einmal darüber unterhalten, wie man in Zukunft mit solchen Anträgen umgehen will: ob es klare Vorgaben gibt, oder ob man weiterhin als Parlament ergebnisoffen und nicht nach Absender entscheidet, eine freie Debatte zu gewähren oder nicht.

Le président. Gibt es keine weiteren Wortmeldungen zum Ordnungsantrag? – Dann befinden wir darüber. Wer bei Traktandum 36 eine freie Debatte wünscht, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion d'ordre Linder)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 59

Non 60

Abstentions 0

Le président. Sie haben den Antrag abgelehnt. Damit führen wir eine reduzierte Debatte. Die Motionärin hat das Wort.

Andrea Lüthi, Berthoud (PS). Vielen Dank. Dann verzichte ich auf die Einstiegsfloskel mit der Begrüssung. Ich bin sehr dankbar, dass der Regierungsrat unsere Richtlinienmotion annehmen will. Wir sind der Ansicht, es brauche das Nachhaken mit einem neuen Vorstoss, weil das Postulat «Stipendienwesen und Harmonisierung», welches vor drei Jahren deutlich überwiesen wurde, bis heute ungenügend umgesetzt wurde. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort aufgezeigt, welche Schritte bereits gemacht wurden und welche noch anstehen. Ich glaube daran, dass es gut herauskommt, auch wenn es anscheinend noch bis 2017 dauern wird.

Wir sind überzeugt, dass es keinen Sinn ergibt, wenn Jugendliche in der Ausbildung von einem komplizierten und tendenziell repressiven System wie der Sozialhilfe betreut werden. Junge Menschen, die funktionieren und sich in einer Ausbildung befinden, brauchen keine monatlichen Gespräche beim Sozialdienst und eine Kontrolle ihrer Hausaufgaben durch teure Sozialarbeitende. Sie brauchen einfach ergänzend zu den Unterstützungspflichten der Eltern ein Existenzminimum, das ihre Lebenskosten deckt. In diesem Punkt teile ich übrigens die Auffassung des Regierungsrats nicht ganz, wenn er schreibt, Stipendien seien keine bedarfsabhängigen Sozialleistungen. Sie sind es eben doch ein bisschen. Aber in erster Linie erhöhen Stipendien tatsächlich die Chancengleichheit. Junge Menschen sollen unabhängig von ihrer ökonomischen Herkunft eine Ausbildung absolvieren, für die sie sich begeistern können und für die sie geeignet sind. Sie sollen nicht einfach nur eine Ausbildung machen müssen, die sie sich leisten können.

Und übrigens: Wenn wir schon in dieser Session immer mehr Effizienz von der Verwaltung fordern, dann ist dies ein erster Schritt in diese Richtung. Es ist nämlich gar nicht effizient, wenn jemand aus zwei verschiedenen kantonalen Kassen finanziert werden muss. Wenn man sowohl die ERZ wie auch die Sozialdienste mit dem Prüfen von Anträgen, mit dem Ausrichten von Leistungen und mit gegenseitigen Absprachen und der Koordination von Schnittstellen beschäftigt, hat das nichts mit Effizienz zu tun. Wir danken Ihnen für die Unterstützung dieser bildungs- und sozialpolitisch

relevanten Motion.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionserklärungen.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Das Anliegen dieser Motion ist nicht neu. Wie dargestellt, hat der Rat bereits 2013 mit grossem Mehr ein Postulat mit der gleichen Absicht angenommen. Wie mir der Regierungsrat eben mitgeteilt hat, ist man dabei, in diese Richtung zu arbeiten und etwas zu verwirklichen. Es ist auch schön, dass der Regierungsrat diese Motion zur Annahme empfiehlt und auf die vorgesehene Revision der Ausbildungsrevision bereits hinweist. Diese soll per 1. August 2017 in Kraft gesetzt werden. Dass dieses Anliegen jetzt bestritten wird, löst ein gewisses Kopfschütteln aus. Auch wenn die vom Regierungsrat angegebenen Zahlen zu überprüfen sind, besteht Handlungsbedarf. Ich zitiere den Satz aus der Antwort des Regierungsrats: «Es darf auf keinen Fall Lücken zwischen der Ausbildungsgesetzgebung und der Sozialhilfe geben, und junge Erwachsene in Ausbildung sollen so wenig wie möglich auf Sozialhilfe angewiesen sein.» Selbstverständlich stimmt die SP-JUSO-PSA-Fraktion dieser Motion zu und ich bitte Sie alle, es uns gleichzutun.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Als EVP unterstützen wir die Forderung einer Harmonisierung der Stipendien und der Sozialhilfe voll und ganz. Sie weisen zu Recht darauf hin, dass es noch immer keine Chancengleichheit beim Zugang zur Bildung für alle gibt. Es kommt immer noch vor, dass es Menschen in unserem Kanton aus ökonomischen Gründen verwehrt bleibt, eine Ausbildung zu machen, die ihnen entspricht. Der Regierungsrat sagt in seiner Antwort, dass die Umsetzung der Massnahmen aus dem Sozialbericht 2013 angelaufen und zum Teil umgesetzt sind. Es ist unbestritten, dass die noch anstehenden Massnahmen wie zum Beispiel die Aufhebung der Beitragslimitierung bei den berufsvorbereitenden Schuljahren und Vorlehren Mehrkosten verursachen. Aber wir sind überzeugt, dass dies Investitionen in die Zukunft sind, die sich in verschiedenster Hinsicht für unsere Gesellschaft auszahlen werden. Dies wird Menschen stärken, ermutigen und fähig machen, ihren ganz eigenen Anteil zum Wohlergehen aller zu leisten. Grundsätzlich handelt es sich bei Stipendien um Ausbildungsbeiträge. Wie der Regierungsrat sagt, geht es dabei um ein bildungspolitisches Instrumentarium. Ein Instrumentarium hat den Zweck, etwas zu beeinflussen, zu prägen oder zu steuern. Damit wir die Chancengleichheit bei der Ausbildung junger Erwachsener beeinflussen können, müssen wir allen die Gelegenheit bieten, Stipendien in einer Höhe zu erhalten, die ihnen den Lebensunterhalt während der Ausbildung ermöglicht. Leider muss der Regierungsrat feststellen, dass nicht alle, die Anrecht auf Stipendien haben, sich auch melden. Da gibt es noch «Land einzunehmen». Genau deshalb braucht es die Vernetzung, Absprache und Anpassung zwischen Sozialhilfe und Stipendienwesen. Denken wir daran: In der Sozialhilfe gilt das Prinzip der Subsidiarität. Das heisst, dass alle anderen Mittel ausgeschöpft werden müssen, bevor es Sozialhilfe gibt. Es lohnt sich also, die Motion zu unterstützen. Damit unterstützen wir die Chancengleichheit auf eine adäquate Ausbildung für alle. Mit mehr jungen Erwachsenen in einer Ausbildung, die ihnen entspricht, schaffen wir die Voraussetzung für mehr gut ausgebildete Schweizer Fachkräfte. Und die brauchen wir.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Als erstes möchten wir dem Erziehungsdirektor ganz herzlich für die saubere, differenzierte und klare Antwort danken. Auch wir unterstützen die Motion, obschon wir überzeugt sind, dass es sie gar nicht gebraucht hätte. Die ERZ hat die Zeichen der Zeit erkannt und ist schon längst an der Arbeit.

Was uns aber erschüttert – und deshalb sind wir trotzdem froh, zu diskutieren –, sind die sanften, diplomatischen Informationen, die uns die ERZ in ihrem Bericht gibt. Demnach würden die Aussagen im Bulletin des Sozialberichts der GEF nämlich so nicht stimmen. Wenn man sagt, 42 Prozent der Erwerbstätigen in der Sozialhilfe seien Lehrlinge, so muss diese Aussage mit grösster Vorsicht genossen werden. Wenn man weiterliest, stellt sich heraus, dass gar nicht untersucht wurde, ob all die Lehrlinge, die in der Sozialhilfe sind, de facto Stipendiengesuche gestellt haben. Hier sind wir bei einem weiteren Problem, dass wir gestern bei der GEF hatten: dem Prinzip der Subsidiarität. Wir stellen fest, dass im Kanton Bern Aussagen über Armut gemacht werden, die nicht verifiziert sind, und wir stellen weiter fest, dass teilweise wahrscheinlich Sozialdienste ihren Job nicht machen. Nach dem Prinzip der Subsidiarität ist es Aufgabe der Sozialdienste zu überprüfen, ob die vom Sozialdienst abhängigen Personen Anrecht auf Stipendien hätten. Wenn dies nicht gemacht wurde, so haben wir das Problem, das wir kennen. Dieses müssen wir nicht

zuletzt mit Motionen, wie derjenigen von Thomas Brönnimann, weiter angehen. Aus diesem Grund sind wir froh, hier schnell zu markieren: Für uns ist klar, es gilt in Zukunft die Aussagen der sogenannten Armutsberichte der GEF gut unter die Lupe zu nehmen. Nicht zuletzt haben wir hier einen Beweis, dass nicht alles grün ist, was uns grün erscheint.

Donat Schneider, Lyss (UDC). Die SVP-Fraktion hat bereits vor nicht ganz drei Jahren dieses Anliegen bestritten. Das primäre Argument – und das hat sich auch nicht geändert – waren die Kosten. In diesem Zusammenhang hätte ich auch noch eine Frage an den Erziehungsdirektor. In der Antwort auf diesen Vorstoss ist man nicht auf die Frage der Kosten eingegangen. Wir hatten seinerzeit vor drei Jahren in der Vorstossantwort die Bilanzierung. Damals schätzte die Regierung für den Kanton Bern die Mehrkosten abzüglich der Einsparungen bei der Sozialhilfe auf 7,5 Mio. Franken. Im vergleichbaren Beispiel des Kantons Waadt betrugen die Mehrkosten für die Umstellung des Systems gar das Doppelte. Der Regierungsrat sagte damals, er wisse nicht, ob sich der Kanton diese Kosten leisten können. Mich interessiert, wie die Haltung der Regierung heute ist und ob man sich die Umstellung leisten kann, zumal das Argument der Kosten nicht mehr aufgenommen wurde.

Weiter sehe ich eine Differenz zwischen dem Titel der Motion und der Forderung. Wir sprachen damals ganz klar von einer Harmonisierung. Dies steht zwar auch hier im Titel. Die Forderung im Text ist aber eine andere. Es geht dabei effektiv um die Höhe der Beiträge und nicht mehr um die Koordination. In diesem Zusammenhang zitiere ich den Regierungsrat aus dem Votum des Tagblatts von damals: «... denn mehr als die institutionelle Zusammenarbeit kann man in diesem Kanton schwerlich machen.» Er warnte also damals eigentlich davor, über eine Koordination hinauszugehen. Uns würde seine heutige Haltung dazu interessieren. So oder so bestreiten wir aber das Anliegen in der vorliegenden Version. Danke, wenn Sie diesen Vorstoss ablehnen.

Vreni Kipfer-Guggisberg, Stettlen (PBD). Um es vorwegzunehmen: Wir von der BDP stimmen dem Vorstoss zu. Wir danken speziell auch dem Regierungsrat für seine ausführliche Antwort. Die Verwaltung ist an der Arbeit und der Prozess läuft und soll nicht unterbrochen werden. Wir danken aber auch dafür, dass gewisse Zahlen in der Antwort des Regierungsrats neu aufgedeckt wurden. Ich kann mich diesbezüglich meiner Vorrednerin der glp, Frau Grossrätin Mühlheim, anschliessen. Um es noch einmal zusammenzufassen: Wir von der BDP stimmen dem Vorstoss zu.

Stefan Oester, Belp (UDF). Die EDU hat dieses Geschäft beraten. Ich bin froh, dass ich auf eine frühere Stellungnahme meinerseits aufmerksam gemacht wurde und habe nachgeschlagen, was ich damals gesagt hatte. Manchmal wird man ja von externer Seite auf frühere Aussagen hingewiesen. Wie bereits gesagt wurde, hatten wir 2013 ein Postulat überwiesen und in der Folge wurde der Vorstoss quasi als Motion ausgeführt. Nachdem ich den Bericht des Regierungsrats zum heutigen Anliegen gelesen hatte, musste ich feststellen, dass eigentlich fast alles erfüllt ist. Aber die EDU ist nach wie vor zurückhaltend. Ich möchte doch noch zitieren, was ich damals sagte: «Ein Abgleich oder eine Harmonisierung ist sinnvoll». Wo wollen wir investieren, wo ist es besser? Die Harmonisierung wurde bereits eingeleitet. Jeder hat die Möglichkeit, etwas zu unternehmen und eine weiterführende Schule zu absolvieren. Auch eine berufliche Grundausbildung ist möglich. Dazu braucht es bis heute selten Stipendien. Auch die Sozialhilfe kann abgebaut werden, wenn die Jugendlichen gefördert und aktiv werden. Jeder muss sich selber in die Verantwortung nehmen. Vom Staat verordnete Möglichkeiten und Finanzierungen sind nicht zielführend. Aus diesem Grund sind wir der Ansicht, es wären genügend Strukturen vorhanden. Wir werden das Anliegen deshalb ablehnen.

Anna-Magdalena Linder, Berne (Les Verts). Ich spreche hier als Fraktionssprecherin und bin auch Mitmotionärin. Die Forderung, das Stipendienwesen dahingehend zu ändern, dass junge Menschen aus der Sozialhilfe abgelöst werden können, haben wir Grünen bereits 2013 eingebracht. Wie wir bereits gehört haben, wurde diese Forderung damals vom Parlament unterstützt. Die Umsetzung geht schleppend voran. Die Revision der ABV ist geplant. Wichtige Grundlagen zur Umsetzung fehlen also noch. Deshalb wollen wir mit dem vorliegenden Vorstoss nachhaken. Die Mitmotionärin hat es zu Beginn bereits gesagt: Wir sind enttäuscht, dass das Begehren von einzelnen Vertretern der bürgerlichen Parteien bestritten wird. Ich hoffe sehr, dass die EDU ihre Ansichten noch einmal überdenkt und vielleicht auch einmal den Armutsbericht gründlich und genau liest. Es ist eine Tatsache, dass im Kanton Bern Menschen vom Existenzminimum leben und von

akuter Armut bedroht sind. Im Sinn von Chancengleichheit und Chancengerechtigkeit darf der Zugang zur Bildung nicht wohlhabenden Menschen vorbehalten sein. Das Motto soll nach wie vor «Stipendien statt Sozialhilfe» lauten. Junge Menschen in der Lehre und Studierende sollen doch nicht von Anfang an durch den Bezug von Sozialhilfe stigmatisiert werden. Wir sind der Meinung, dass die Sozialhilfe längerfristig einen grösseren Kostenverschleiss bewirkt, als wenn Stipendien bezogen werden, die lediglich auf die Ausbildungszeit befristet sind. Für uns ist nicht nachvollziehbar, wenn man in dieser Angelegenheit das Kostenargument ins Feld führt. Wir sind froh, dass die beiden Direktionen ERZ und GEF in dieser Frage eng zusammenarbeiten und die Regierung diese Motion überweisen will. Dies ist ganz im Sinn von «Stipendien statt Sozialhilfe». Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Corinne Schmidhauser, Unterseen (PLR). Mit Verweis auf die von der Motionärin eingehend erwähnte Effizienz kann ich mich sehr kurz fassen: Ja, die FDP steht für Chancengleichheit für die Jugendlichen und ja, die FDP will den Jugendlichen den Dschungel der Sozialhilfe ersparen. Deshalb sind wir einstimmig für die Motion.

Le président. Somit hat der Erziehungsdirektor, Herr Regierungsrat Pulver das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Der Regierungsrat ist grundsätzlich mit dem Ziel der Motionärin einverstanden. Drei Prozent aller Lehrlinge beziehen heute auch noch Sozialhilfe. Unser Ziel ist es, dass Lehrlinge keine zusätzliche Sozialhilfe beziehen müssen. Aufgrund eines von Ihnen bereits behandelten Berichts, nämlich des Sozialberichts, ist es das gemeinsame Ziel von Ihnen und der Regierung. Wir sind mit der Gesundheits- und Fürsorgedirektion dabei, das anzupacken. Ich möchte Ihnen beliebt machen, den Antrag als Richtlinienmotion im Sinn eines Prüfungsauftrags zu überweisen. – Entschuldigung, ich meine als Postulat. – Nein, jetzt bin ich gerade etwas verwirrt. Ich meine natürlich schon als Richtlinienmotion. Eine Richtlinienmotion gibt uns einen Auftrag in diese Richtung zu arbeiten. Aber wie wir das genau im Detail machen, müssen wir prüfen.

Wir prüfen zwei Massnahmen: Zum einen eine raschere Berücksichtigung, wenn Eltern arbeitslos werden. Die Veränderung der Steuerdaten der Eltern soll bei der Vergabe von Stipendien rascher berücksichtigt werden können. Das ist die eine Massnahme, die wir prüfen. Ich kann Ihnen nicht sagen, ob wir sie einführen können. Es gibt in diesem Zusammenhang auch noch rechtliche Fragen zu klären. Die zweite Frage, die wir prüfen, ist die Aufhebung der Beitragslimitierung von 3000 Franken pro Jahr bei berufsvorbereitenden Schuljahren und Vorlehren. Dort haben wir auch Schülerinnen und Schüler, die in eine schwierige Situation geraten können. Wenn Stipendien auf einen gewissen Betrag limitiert sind, kann die Folge sein, dass die Betroffenen Sozialhilfe beziehen müssen. Das ist nicht unser Ziel. Wir sind im Moment dabei, diese beiden Massnahmen für eine Verordnungsänderung zu prüfen.

Das wird gleichzeitig automatisch die Sozialhilfekosten senken, weil ja diese Leute heute Sozialhilfe beziehen. Wir sind dabei, zusammen mit der GEF anzuschauen, welche Beträge das sind und was man aus dem Budget der Sozialhilfe ins Budget der ERZ transferieren kann. Ich kann Ihnen heute die Berechnungen unabhängig von der Sozialhilfe nicht genau sagen. Was alleine die ERZ betrifft, handelt es sich um einen tiefen einstelligen Millionenbetrag, irgendwo zwischen einer und vier Millionen. Ich kann es Ihnen im Moment nicht genauer sagen, weil wir dabei sind, es zu prüfen. Wir müssen dann schauen, um wieviel die Beträge in der Sozialhilfe zurückgehen werden. Sobald wir das abgeklärt haben, müssen wir den entsprechenden Betrag in den Aufgaben- und Finanzplan einsetzen und ermessen, ob der Betrag dort Platz hat. Sie sehen: eine Richtlinienmotion zu überweisen, geht grundsätzlich in die richtige Richtung. Aber prüfen Sie eine ganze Reihe von Dingen. Klären Sie, ob es geht, und wann und wie es geht. Wir machen da eine ganz seriöse Arbeit. Deshalb bitten wir Sie, den Antrag als Richtlinienmotion zu überweisen, in dieser Richtung weiterzuarbeiten und alle Details zu prüfen. Es muss nicht zwingend genau so sein, wie es die Motionärin vorschlägt, sondern so, wie es eine sorgfältige Prüfung durch die ERZ und die GEF dann ergibt und durch den Regierungsrat am Schluss in einer Gesamtbeurteilung auch angenommen wird.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung über die Richtlinienmotion Lüthi «Chancengleichheit durch Harmonisierung von Stipendien und Sozialhilfe». Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 88

Non 42

Abstentions 5

Le président. Sie haben die Motion angenommen. Damit sind wir am Schluss der Geschäfte der Erziehungsdirektion. Das war ein sehr kurzer Besuch. Wir machen einen kurzen Unterbruch und fahren anschliessend mit den Geschäften der JGK weiter.